

## AUDIENCES POPULAIRES SUR LA PARTICIPATION DES TROUPES CANADIENNES À LA GUERRE EN AFGHANISTAN

Mémo présenté par Brian Barton, président de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)

L'AQOCI regroupe 61 organisations québécoises qui œuvrent, à l'étranger et au Québec, pour **un développement durable et humain**.

C'est surtout parce que la participation des forces armées canadiennes à l'intervention en Afghanistan nuit à cet objectif fondamental que le Conseil d'administration de l'AQOCI a décidé de se joindre à plusieurs autres organisations québécoises dans une campagne pour le retrait de ces troupes.

La guerre est de nature destructrice. Prétendre mener cette guerre pour contribuer à la « reconstruction » de l'Afghanistan, surtout en associant les attaques militaires aux travaux des dites « équipes provinciales de reconstruction », constitue un mensonge qui vise à manipuler l'opinion publique. Ces « ÉPR », mélangeant militaires et civils, ont été condamnées par les organisations de coopération internationale parce qu'elles entachent l'image de la construction valable en faveur d'objectifs humanitaires et de développement durable.

On prétend – voir le rapport Manley - que cette occupation vise à assurer le contrôle du pays par le gouvernement afghan, et que l'intervention peut être terminée dès que les forces armées afghanes seront bien formées et capables de maintenir l'ordre. Quelle farce ! On sait que le gouvernement Karzaï, mis en place par les États-Unis, n'est pas viable actuellement et ne le sera pas plus à l'avenir. Cependant, il n'y a pas d'efforts sérieux pour permettre à la population afghane de s'engager dans un processus politique qui peut ouvrir la voie vers une solution de ses problèmes, sans intervention étrangère.

Ce gouvernement est corrompu et inefficace, et fortement infiltré par les Seigneurs de guerre et les trafiquants de narcotiques. Dans cette situation, les centaines de millions de dollars supposément voués à aider la population sont largement gaspillés. On arrive évidemment à obtenir quelques succès limités, dont on exagère beaucoup l'importance pour justifier l'occupation. Mais les coûts-bénéfices? Les organisations de coopération, qui doivent remplir d'innombrables formulaires en vue d'obtenir des fonds de l'ACDI ou autres pour des projets de développement durable dans les pays du Sud, savent bien que, si les critères de gestion par résultats étaient appliqués à cette opération militaro-politique, les fonds seraient coupés net ! L'Afghanistan est devenu le

premier récipiendaire de l'aide canadienne, non parce qu'il y eu une évaluation des besoins de sa population par rapport aux besoins de celles d'autres pays, mais en vue de justifier la guerre. Pendant que les besoins, souvent criants, des peuples d'autres pays sont négligés. Cette intervention déforme toute la politique étrangère du Canada.

Le Canada s'est collé aux politiques étrangères des États-Unis jusqu'à entreprendre ces dernières années une militarisation outrancière – et dispendieuse. Au point où c'est Rick Hillier qui se prononce publiquement sur l'avenir de l'intervention en Afghanistan. Dans le peu de temps disponible, je ne peux pas entrer dans tous les détails du contrôle politique des opérations militaires, qui implique l'IFAS, l'OTAN, « la coalition », l'opération états-unienne « liberté immuable » etc. La confusion, délibérément créée, vise à dissimuler que ce sont essentiellement les États-Unis qui - avec des compromis nécessaires afin d'obtenir le soutien de ses « alliés » - gèrent le tout et fixent les objectifs; qui correspondent aux intérêts des occupants, non à ceux des Afghans.

En dépit des efforts pour manipuler l'opinion, le public est contre cette guerre. Selon le sondage mené par «The Strategic Counsel» en janvier, 39% de la population du Canada étaient d'accord avec la présence des troupes en Afghanistan (dont seulement 7% « fortement »), pendant que 56% y étaient opposés (dont 25% « fortement »). Au Québec, les chiffres étaient de 29% pour (5% « fortement ») et 70% contre (25% « fortement »). Tout en présentant le Canada comme un modèle de démocratie, exportable, le gouvernement considère qu'il n'est pas nécessaire de respecter l'opinion publique même sur une question aussi importante. Si la population s'oppose à ses politiques, il faut trouver les moyens de la faire changer d'opinion; avec des discours plus convaincants, avec des rapports de Groupes d'experts « indépendants » etc. C'est une insulte à la population de ne pas reconnaître son désir pour des solutions pacifiques, et de continuer à envoyer des jeunes soldats à la mort, pour une cause jugée inacceptable. Car cette intervention militaire a été lancée en 2001, (l'ONU et l'OTAN n'ont été impliquées qu'après coup), avec des objectifs de domination politique et d'exploitation économique guère cachés par les discours sur la guerre au terrorisme.

Pendant les deux mois à venir, nous assisterons à des pressions accrues de la part du gouvernement fédéral en faveur de la continuation du rôle des troupes canadiennes en Afghanistan au moins jusqu'à 2011. Il faut aussi s'attendre à des manœuvres en faveur d'un « Plan B », qui ferait semblant de changer cette mission tout en maintenant la contribution des forces armées canadiennes à

l'occupation. Nous devons intensifier nos efforts pour contrecarrer ces pressions et ces manœuvres, et pour mobiliser la population québécoise.

Parmi d'autres activités, l'AQOCI suggère que toutes nos organisations se joignent aux mouvements de protestation qui auront lieu autour du 15 mars; et les encourage toutes à promouvoir dans leurs réseaux la pétition en ligne, et la signature des cartes demandant le retrait des troupes.